

<https://www.ricochets.cc/Gouvernement-putschiste-macrolepeniste-pervers-narcissiques-et-pouvoir-total-7915.html>



Gouvernement putschiste macrolepéniste : pervers narcissiques et pouvoir total

- Les Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 25 octobre 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le RN n'a pas besoin d'accéder officiellement au pouvoir pour que ses idées soient appliquées, le gouvernement putschiste Macron/Barnier s'en charge, avec l'aide des médias dominants qui rabâchent les thèmes qui leur plaisent et ignorent les sujets qui intéressent vraiment les français.

Quelques actus édifiantes et analyses sur le cloaque gouvernemental où les droitistes font des concours d'ultra-libéralisme et d'autoritarisme rance. L'autocrate Barnier et son complice Retailleau ont même rencontré des ministres du gouvernement néofasciste italien en vue d'appliquer ici des mesures anti-exilés similaires à l'Italie.

Que Macron soit ou non un pervers narcissique, le pouvoir et les gouvernements sont les tombeaux de la démocratie qui renforcent la dépendance, l'impuissance et la prison à ciel ouvert pour les peuples. Etat et capitalisme sont par nature totalitaires et préféreront toujours la dictature et/ou l'extrême-droite à l'égalité sociale et à la démocratie réelle.



Gouvernement putschiste macrolepéniste : pervers narcissiques et pouvoir total

Alliance macronistes / Lepénistes

On le sentait venir, c'est désormais acté : Le gouvernement Macron/Barnier collabore activement avec l'extrême droite. Les récents votes en commission révèlent une convergence entre la majorité sortante et le Rassemblement national, qui sape le pseudo "cordon sanitaire" et crache à la gueule du vote barrage censé empêcher la normalisation des idées d'extrême droite et son accession au pouvoir .

Le Monde révèle ainsi que les élus macronistes et d'Horizons n'hésitent pas à faire appel aux voix du RN pour conserver des postes stratégiques : « Tout vaut négociation. On vient taper à la porte sans arrêt, on nous joue du violon, pour une présidence de délégation ou de commission... », certifie Sébastien Chenu, coprésident délégué du groupe RN à l'Assemblée nationale. **Un soutien qui a permis au RN de décrocher six vice-présidences de commission.**

Sous le couvert de l'anonymat, un député macroniste confirme la réalité de ces manoeuvres : « **Ce n'est pas glorieux, c'est cracra, mais c'est un sujet de tambouille interne, pas un Français ne voit ça. On a fait du gros sale dans le cadre d'un rapport de force nécessaire.** »

Un député RN qui avait envoyé un message à un ministre du gouvernement Barnier aurait reçu comme réponse de ce ministre « Il va falloir que l'on parle à tout le monde » Même ambiance du côté de l'ancien premier ministre (et candidat à la prochaine présidentielle) Edouard Philippe, qui a confirmé avoir dîné avec Marine Le Pen dans le cadre privé de l'appartement parisien de Thierry Solère, très proche conseiller d'Emmanuel Macron.

(post de CND)



Gouvernement putschiste macrolepéniste : pervers narcissiques et pouvoir total



Gouvernement putschiste macrolepéniste : pervers narcissiques et pouvoir total

Le ministre de l'Enseignement Supérieur Patrick Hetzel est un néofasciste

Samedi 12 octobre, le Ministre de l'enseignement supérieur Patrick Hetzel s'est personnellement rendu à un événement de l'UNI, un groupuscule néofasciste.

L'intitulé de ce congrès était « Retrouver la droite, pour que la France reste la France », tout un programme. Sur Twitter, l'organisation s'est félicitée de la présence du ministre Patrick Hetzel pour « présenter son projet et entendre les propositions de l'UNI ». Le groupe a conclu : « Merci d'être aux côtés de l'UNI monsieur le ministre ! ». Une victoire idéologique, surtout qu'il s'agit de la première initiative du ministre depuis sa nomination.

L'UNI, qu'est-ce que c'est ?

Il s'agit de « l'Union nationale inter-universitaire », une organisation étudiante d'extrême droite qui a été fondée après mai 1968 pour combattre les « gauchistes » dans les facs. Ce groupuscule est alors créé avec le soutien politique, financier et physique du Service d'action civique, le SAC, la « police parallèle » de la droite au pouvoir.

Le SAC multiplie les violences, y compris armées, contre la gauche dans la France des années 1960 et 1970 : des passages à tabac de colleurs d'affiches communistes lors de campagnes électorales, des tirs à balles réelles contre des militants. Parmi les crimes attribués au groupe, l'exécution par balle d'un jeune colleur d'affiche du PCF, l'assassinat d'une femme à Aix en Provence en 1970, l'exécution d'une balle en pleine tête d'un ouvrier sur un piquet de grève... **Une vraie milice mafieuse, chargée de terroriser la gauche française pendant la guerre froide.**

Durant la révolte de Mai 68, les équipes du SAC, déguisées en ambulanciers, ramassent des manifestants pour aller les tabasser dans leur QG. En 1981, un responsable du SAC est abattu avec sa famille par ses propres camarades qui le soupçonnent de « trahison », ce qui pousse le gouvernement à dissoudre le groupe.

Voilà pour les origines de l'UNI, qui naît donc grâce à d'importants financements de barbouzes de droite et d'extrême droite. Depuis 50 ans, le groupuscule étudiant multiplie les actions contre les mouvements sociaux dans les universités, tente de débloquer les facs, agresse de jeunes militants. Pour s'opposer aux luttes étudiantes, l'UNI s'est alliée avec les néo-nazis du GUD et du Parti des Forces Nouvelles qui organisait des attentats visant à provoquer une guerre raciale en France. Deux groupes aujourd'hui dissous.

Au sein de l'UNI se côtoient depuis des décennies des militants de droite et d'extrême droite. On y trouve des fascistes, des sarkozystes ou encore des royalistes. Le groupe a fourni au Front National et à l'UMP puis à LR beaucoup de ses futurs cadres. Dans la rue, l'UNI s'oppose aux droits des personnes homosexuelles, milite pour les réformes des retraites successives de la droite, et soutient les reculs sociaux. Médiapart a révélé qu'au sein même des locaux toulousains de l'UNI, un militant a été photographié en train de réaliser un salut nazi devant le drapeau français. **Suite logique, en 2022, l'UNI a mené la campagne d'Eric Zemmour, assumant un positionnement clairement néofasciste.**

Qui est Patrick Hetzel, le nouveau Ministre de l'Enseignement supérieur ?

Un politicien d'extrême droite. Il a voté contre la constitutionnalisation de l'IVG, contre la PMA et contre le mariage pour toutes et tous. Patrick Hetzel a également déposé une proposition de loi contre « les dérives islamo-gauchistes dans l'enseignement supérieur ». **Il est donc en guerre ouverte à l'égard des enseignant-es et des étudiant-es, qu'il suspecte d'être des opposant-es à ses idées réactionnaires.**

Sa nomination est une déclaration de guerre à la recherche scientifique et aux libertés académiques

Voilà qui a été nommé à la tête de l'université française. Autant nommer directement Cyril Hanouna pour gérer les facs. **Sa nomination est une déclaration de guerre à la recherche scientifique et aux libertés académiques.**

Début octobre, Patrick Hetzel a porté une nouvelle attaque contre la liberté d'expression dans les facs. Pour empêcher toute mobilisation pour la Palestine, il a envoyé un communiqué menaçant aux présidents d'université et aux directeurs d'établissements d'enseignement supérieur pour leur rappeler leur « rôle dans la prévention de risques éventuels pour la sécurité au sein de leur établissement », dans le cas d'expressions éventuelles pour Gaza et le Liban.

Une circulaire envoyée aux présidents d'universités leur a intimé qu'« en vertu de la loi, ils sont responsables "du maintien de l'ordre" et "de la sécurité dans l'enceinte de l'établissement" », et qu'il leur appartient « de faire usage de (leurs) pouvoirs de police pour prévenir tout risque de trouble ».

Autrement dit, Patrick Hetzel appelle à réprimer toute expression pro-palestinienne et plus généralement militante dans les facs, mais cela ne le dérange pas de soutenir publiquement une conférence d'extrême droite. Lors du même congrès, l'avocat réactionnaire et chroniqueur de Cnews Thibault de Montbrial était également présent, et a exprimé ses remerciements « aux militants et aux cadres de l'UNI pour leur accueil phénoménal, bravo pour leur engagement précieux contre l'extrême-gauche et l'islamisme à l'Université ». Voilà les camarades du nouveau ministre. **Nous avons un militant d'extrême droite à la tête de l'université française !**

Le RN est au pouvoir de fait, il est donc logique que le clan Le Pen soutienne le gouvernement en place. C'est le sien. Le dernier acte du macronisme pourrissant, après avoir volé le pouvoir grâce au vote « barrage » et après avoir écrasé dans le sang les contestations sociales, aura été d'organiser un coup d'État au service de l'extrême droite.

(source :

<https://contre-attaque.net/2024/10/13/le-ministre-de-lenseignement-superieur-patrick-hetzel-est-un-neofasciste/>)

DEGRADATION CONSIDERABLE DE L'ETAT DE SANTE DES BRITANNIQUES APRES 15 ANS DE COUPES SOMBRES DANS LES SERVICES PUBLICS

Moins de services publics, moins d'emplois privés.

C'est une Masterclass de ce qu'il ne faut pas faire que nous propose le Royaume Uni, après 15 ans au pouvoir des Tories qui, en plus du Brexit ont saccagé le système de santé, de transports en commun, d'éducation supérieure et de services à la petite enfance comme jamais. Résultat ? Une population malade et inapte au travail.

Quelques chiffres puisés dans l'article : 12,2% des 16-24 sont sans emploi, sans étude et sans formation. Le nombre d'inactifs du pays est de 9,4 millions soit 21,9% de la population... Et au sein de celle-ci : "30 % des inactifs souffrent d'une maladie au long cours. Le nombre de personnes bénéficiant de prestations d'invalidité a crû de 39 % depuis 2020, selon l'Institute for Fiscal Studies".

Santé mentale en berne chez les jeunes sans possibilité d'accompagnement, troubles musculo squelettiques en explosion chez les séniors, sans adaptation de leurs postes. Pour les jeunes parents, les quelques 2 000 livres (2 400 euros) de frais de garde découragent le retour à l'emploi et fait donc mécaniquement exploser les inégalités entre femmes et hommes, puisque ça ne sont pas les pères qui gardent les tous petits.

On connaît évidemment le "vous trouvez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance". Le Royaume Uni nous

envoi un signal très clair "vous trouvez que les services publics coûtent cher ? Essayez les hospices".

PS : aux thuriféraires des US qui nous diraient qu'on peut inciter les gens en coupant le public, leur espérance de vie est en baisse chaque année depuis 2016, le nombre de SDF et travailleurs pauvres explosent, les gens bossent, mais malades. Les livreurs Amazon et les employés Wall Mart sous Fentanyl, c'est la norme.

Ça fait songer à la blague d'un chercheur disant à une puce de sauter, elle saute, il lui coupe les pattes et lui demande de sauter, elle reste statique et il note "quand on lui coupe les pattes, la puce devient sourde".

(Vincent Edin)

(post de J Chastaing)

Macron est-il un pervers narcissique ?

► [Macron est-il un pervers narcissique ?](#) - La dissolution de l'Assemblée nationale a plongé brusquement une large partie de la population dans un état de sidération. Ce sentiment, qui n'a pas affecté seulement les gauchistes mais les membres même du camp macroniste les plus proches, n'est peut-être pas dû au hasard. Nous avons l'habitude des mensonges cyniques de la popote oligarchique. Ce qui est ici étonnant, c'est que l'on éprouve un choc qui confine à l'outrage, au scandale intime, au sentiment d'avoir été plongé depuis presque dix ans, sous la houlette non d'un politicien menteur mais d'une sorte d'ex toxique, de manipulateur équivoque, en réalité, et c'est l'intuition du sociologue Marc Joly comme d'Anne Crignon (Voir : Ve République : un soupçon de perversion narcissique), sous l'emprise d'un « pervers narcissique » en pleine crise.

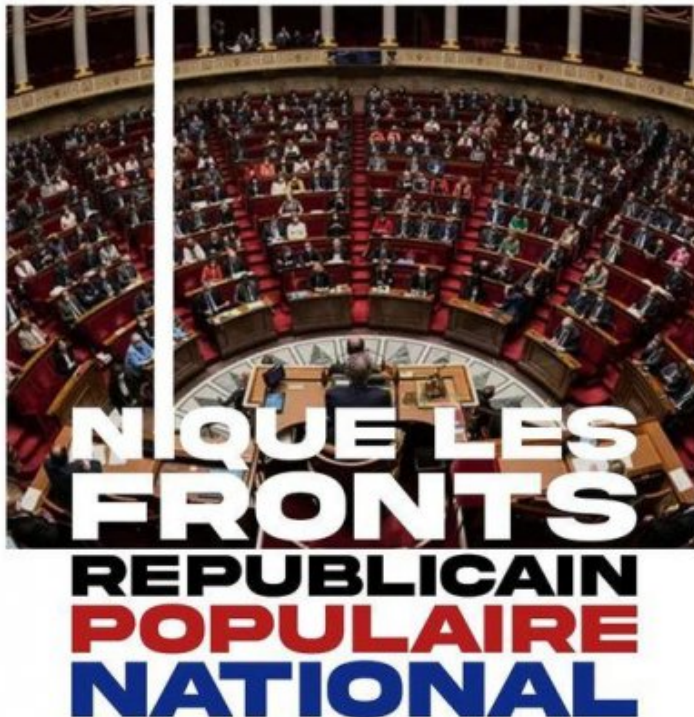
Cette intuition n'est pas anodine. Elle indique **un changement dans les structures actuelles de la domination et de sa légitimation**. Selon Joly, nous serions passés d'une légitimation des inégalités sociales par la « violence symbolique », soit l'intériorisation inconsciente de l'ordre injuste et de la vision du monde des dominants, à une sorte de mise à nue brutale de la domination, mise à nue où le pouvoir de jouissance du pouvoir, ne se jouant plus sur le mode narquois de l'apparence, sur le mode satisfaisant d'une couleuvre avalée en silence par le truchement de symboles, mais sur le mode terriblement médiocre de la « violence morale », du harcèlement moral, de la jouissance non de l'apparence, mais du micromanagement, de la capacité à disloquer les âmes, la cohérence des choses, le sens du monde et les vérités essentielles, la faculté de titiller à mort ses victimes vampirisées, de s'assumer irresponsable, et de **martyriser des citoyens comme s'il s'agissait de petits jouets dans les mains d'un pervers infantile**.

Le pouvoir pour jouir de lui-même n'a plus besoin de se cacher, parce qu'il est devenu total et sans issu ?

Pour Joly, le déclin, du fait de la critique féministe ou autre, du camouflage dans la violence symbolique des masculinités patriarcales et capitalistes, a engendré une société dans laquelle le mode par lequel le dominant jouit de sa domination sur le dominé n'est pas fondé sur le sentiment de l'avoir bien eu, bien dupé, mais celui de pouvoir continuer le plonger dans un état de sidération, d'offense, d'inexistence, sur la base d'un arsenal d'injonctions paradoxales, d'indifférence à la contradiction et à la vérité (paradoxalité), d'effacement des continuités historiques (gaslighting) et de tout ce qui fait sens. **Le monde de la violence symbolique semble laisser place au monde mis à nu de la violence morale, et dans cet entre-deux surgissent partout, dans les familles, les groupes, les entreprises et les institutions de l'État même, ces figures inquiétantes du « pervers narcissique », du « prédateur », de l'être dont la vie n'est vouée qu'à conserver l'emprise et à la renouveler sans cesse**. Macron est-il l'une d'entre elle ? Qu'est-ce que cela nous révèle de nos sensibilités contemporaines, de nos grilles d'analyse

du pouvoir et de l'épuisement des institutions de la Ve République ? Là où la domination semble laisser éclater sa franche perversité sans le tampon des apparences, avons-nous affaire à la fin d'une époque de la gouvernamentalité ? Vivons-nous un crépuscule du pouvoir secoué sur ses bases et obligé de se réduire à l'efficacité perverse pure ? Ou sommes nous en train de découvrir que le pouvoir pour jouir de lui-même n'a plus besoin de se cacher, parce qu'il est devenu total et sans issu ?

On dira que le désert ne peut plus croître. Certes. Mais Joly nous apprend qu'il peut encore s'enlaidir.



Gouvernement putschiste macrolepéniste : pervers narcissiques et pouvoir total

Nique les FRONTS républicain/populaire/national

Maintenant que la trop longue séquence électorale de 2024 est passée, il nous paraît important de dire certaines choses. Pour ceux qui sont très pressés (ou flemmards), ce texte pourrait se résumer en deux phrases :

1/ Les alliances pour faire "barrage à l'extrême droite" sont non seulement inutiles mais surtout contre productives.

2/ Les élections sont un mirage pour tous ceux qui espèrent un vrai changement sociétal. Et chaque échéance est utilisée par le système pour éloigner toute possibilité de renversement.

Cela fait plus de 25 ans que l'on nous sert la même recette qu'on espérait périmée : l'appel incessant aux alliances et à la mobilisation dans les urnes pour « faire barrage à l'extrême droite ». Les partis, incapables de susciter l'adhésion par leurs idées, utilisent cette menace comme un épouvantail pour maintenir leur mainmise sur le pouvoir.

Chirac, Sarkozy ou Macron ont été élus présidents dans des élans "républicains". Et tous ont gouverné de façon libérale, autoritaire et ont mené des politiques racistes.

La séquence 2024 est peut être la plus pathétique de ce quart de siècle. Pour sauver la démocratie et éviter le fascisme, la gauche sociale démocrate (LFI) s'est, dans un premier temps, alliée avec tout ce que la gauche avait promis de rejeter : les traîtres du PS, des écolos et du PC. **Cette alliance a permis de remettre sur selle des Hollande, Cazeneuve, Hidalgo et autres Glucksman. Puis, dans l'entre deux tours, ce pseudo "Front**

populaire" a décidé de faire un "Front républicain" pour faire barrage au Front National (renommé RN). Le NFP a donc passé des accords de désistement avec la Macronie. Tout ça pour quoi ? Pour avoir un gouvernement de droite dure et même d'extrême droite, notamment via le nouveau ministre de l'intérieur qui est totalement validé par le RN.

L'enfumage est total. Et surtout, personne n'a sauvé la démocratie ni même combattu le fascisme avec cette farce électorale.

Pour aller plus loin, sachez que nous sommes assez convaincus que même si le NFP avait réussi à gouverner, l'échec aurait été tout aussi cuisant. Avec une couche supplémentaire de trahison, et une montée de l'extrême droite (dans les urnes mais surtout dans les actes) toujours aussi forte.

Car les trahisons idéologiques à gauche sont trop nombreuses pour être listées. **C'est d'ailleurs en grande partie par les politiques racistes de gouvernement étiquetés à gauche que le FN a pu se légitimer et dédramatiser aussi rapidement. Cette dédramatisation vit sa dernière étape dans la création d'un nouvel ennemi : la diabolisation de Jean Luc Mélenchon et de la France insoumise. Cela ne veut pas dire qu'il faut se ranger derrière eux, loin de là. Mais que la classe dirigeante change d'ennemi pour pouvoir diriger avec son ancien ennemi le RN.**

Les trahisons se trouvent même à l'intérieur de la LFI : Ruffin et son racisme, Léaument et son amour pour la police et les CRA... Et n'allez pas nous parler de brebis galeuses. Ces personnes font partie du système. Voter pour eux, c'est remettre une pièce dans la machine.

Aujourd'hui, le RN n'est pas au pouvoir. Mais ses idées le sont de plus en plus. A côté de cela, ceux qui ont voté pour le RN sont renforcés par l'idée que le RN est le seul parti anti-système. Puisque tous les autres partis se sont alliés contre eux. C'est donc une défaite idéologique et stratégique.

Il était impossible de tenir un tel discours pendant la période électorale, sous peine d'être traités d'alliés de l'extrême droite. C'était l'époque où tout le monde était antiraciste. Hollande et Cazeneuve étaient à deux doigts de faire un Siam avec les militants socialistes (on exagère à peine). Aujourd'hui que Retailleau mène une politique raciste, on a du mal à voir le front antiraciste...

Le mécanisme du "ça reste mieux que laisser le pouvoir au RN" est une arnaque intellectuelle, une insulte à l'idée même d'idéal révolutionnaire et libertaire.

Car oui, il est toujours possible de garder un cap antiraciste sans tomber tous les deux ans dans l'injonction électoraliste. Même en gardant une vision très pragmatique de la situation, en ayant conscience qu'un système de type municipalisme libertaire n'arrivera pas du jour au lendemain dans nos sociétés, il reste possible (et souhaitable) de se souvenir que ce système actuel ne peut être changé de l'intérieur.

Cela n'empêche pas de décider, conjoncturellement, d'aller mettre un bulletin dans l'urne. Mais cela doit se faire en ayant conscience des limites de cet acte . **Le combat antiraciste et révolutionnaire est bien plus grand qu'un isolement.**

On ira même plus loin : pour ceux qui espèrent de réels changements (dans le bon sens) par les élections, gardez à l'esprit que les femmes et hommes politiques sont guidés en grande partie par des intérêts (personnels et de partis). Aussi, le meilleur moyen de les pousser à des politiques anticapitalistes et antiracistes, c'est d'avoir une force capable de pousser ces idées en dehors des circuits politiques. Il suffit de voir comment, pendant les mois les plus intenses de la révolte des Gilets Jaunes, de nombreux partis et syndicats ont revu leur ligne et leur discours.

Des gens qui veulent vivre de la chose politique. Il y en aura toujours. Ainsi, si une partie importante du peuple se

mobilise dans son quotidien autour de luttes émancipatrices, nul doute que des partis emprunteront ce chemin. Dans une époque où tout semble bouché, il est vital d'ouvrir des brèches, de détruire les fronts, tous les fronts.

(post de CND)



Gouvernement putschiste macrolepéniste : pervers narcissiques et pouvoir total

Austérité pour le peuple, augmentations pour l'Élysée et le Parlement

Alors que le gouvernement qui a été imposé par un coup de force contre le verdict des urnes s'apprête à faire passer le plus grand plan d'austérité de l'histoire récente en ponctionnant des dizaines de milliards d'euros sur les services publics, notamment dans l'éducation, le budget de l'Élysée et des parlementaires explose. Une opulence toujours plus indécente pour l'aristocratie républicaine, un régime strict pour la plèbe.

3 millions de plus pour l'Élysée

Le projet de budget pour 2025 présenté par le gouvernement prévoit d'augmenter les crédits de 3 millions d'euros pour l'Élysée. L'année prochaine, le Palais présidentiel recevra donc 125,7 millions d'euros pour fonctionner. Ces dépenses comprennent la cuisine gastronomique, les chauffeurs, les fleurs, les décorations, fournitures et réceptions du couple Macron... Bref, la vie de château.

En 2024, le budget de l'Élysée culminait à 122,6 millions d'euros, et c'était déjà un record. En réalité, chaque année, Macron explose le budget, et l'augmente l'année suivante. Début 2023, alors que la pauvreté explosait, le palais de l'Élysée annonçait déjà une augmentation de 5,2 millions d'euros.

En 2024, Macron a prétexté de nombreuses réceptions et une année exceptionnellement chargée, notamment avec les Jeux Olympiques. Mais pour 2025, il n'y a pas encore de justifications, c'est juste pour le plaisir.

Dés son arrivée au pouvoir, Macron s'est gavé comme un porc avec l'argent de la République. En 2018, il explosait les frais de 5 millions d'euros. En 2020, il faisait sauter le budget de fleurs de l'Élysée avec une facture à 600.000 euros dont 400.000 pour des « fleurs coupées » en pleine crise sanitaire. En 2019, le « salon doré de l'Élysée » datant du Second Empire avait été recouvert de 15.000 feuilles d'or pour 930.000 Euros.

Avant l'arrivée au pouvoir de Macron en 2017, le budget de l'Élysée était de « seulement » 102 millions d'euros, ce qui était déjà scandaleux. Macron a donc augmenté les frais de son palais de plus de 25% en 7 ans, passant de 102 à 125,7 millions. Évidemment, ni les salaires ni les aides sociales n'ont augmenté dans les mêmes proportions sur la période.

Rappelons que Macron touche également un revenu de près de 20.000Euros par mois en tant que président, et qu'il était millionnaire avant d'arriver au pouvoir malgré une déclaration de patrimoine largement sous-évaluée. Sa "paie" de président n'est que de l'argent de poche, il n'a pas comme nous autres de loyer à payer ou de courses à faire : absolument tous ses besoins sont pris en charge, en terme de nourriture, logement, déplacements, par l'Élysée et ses valets.

16 millions d'euros de rallonge pour l'Assemblée et le Sénat

Pas d'austérité non plus au Parlement et au Sénat. L'Assemblée Nationale voit même son financement augmenter de 10 millions d'euros, et passe à 617 millions d'euros pour 2025. Le Sénat bénéficie aussi d'une augmentation de 6 millions, passant à 359 millions. Officiellement, il s'agit de « compenser l'inflation ». C'est drôle, les parlementaires n'ont pourtant pas prévu d'augmenter les salaires des travailleurs en fonction de l'inflation.

Les deux chambres coûteront ainsi à l'État 1,1 milliard d'argent public l'an prochain, pour engraisser des élus qui, pour la plupart, sont fréquemment absents, et qui ne font acte de présence que pour voter des lois toujours plus ignobles, liberticides, racistes et anti-sociales.

La Cour des Comptes révélait que le Sénat n'a pas besoin d'une rallonge, puisqu'il disposait déjà de plus de 1,9 milliard d'euros de réserve en 2023. Réponse des concernés : cet argent « sert déjà à financer les retraites des anciens sénateurs ». Ces gens sont si prévoyants. On se souvient que les sénateurs voulaient durcir la réforme des retraites de Macron l'an dernier, mais qu'ils avaient bien fait attention à voter le maintien de leurs propres régimes spéciaux, très avantageux.

Encore plus honteux, en janvier 2024, les Sénateurs ont déjà augmenté leurs frais de mandat de 700 euros par mois et les députés de 305 euros par député.

Un petit coup de pouce bien nécessaire, étant donné l'immense précarité de ces pauvres élus. Rappelons que les sénateurs touchaient alors une modeste indemnité de 7.600Euros par mois, à laquelle il fallait ajouter quasiment 6.000Euros de « frais de mandat », mais aussi 18.950Euros par an en frais de déplacement et de communication, de 15.500Euros par an en appareil électronique, ainsi que tous leurs déplacements gratuits... et même des créneaux réservés dans les piscine de Stanislas, établissement d'une élite séparatiste.

Du côté des députés, on touche une rémunération mensuelle de 7.500Euros net et une enveloppe pour les « frais » de 5.950 Euros chaque mois. Mais ce n'est pas tout, chaque député reçoit aussi 10.581Euros mensuels pour payer des « collaborateurs ». Ce qui avait par exemple permis à Fillon d'embaucher sa femme, qui n'a jamais travaillé.

Démocratie directe

Interrogée sur BFM TV à propos des économies de 40 milliards d'euros sur les services publics alors que le budget du Parlement augmente, la macroniste Yaël Braun-Pivet a déclaré net : « Il n'y a rien à économiser à l'Assemblée nationale ». La cantine et les avantages des députés c'est sacré, alors que les hôpitaux et les écoles, c'est open bar pour faire des économies : certains profs des écoles apportent eux-même du savon pour que les gamins puissent se laver les mains !

Pour la petite histoire, durant la Révolution française, l'Assemblée Nationale était régulièrement encerclée par le tumultueux peuple de Paris. Notamment par les groupes de sans-culottes armés, qui envahissaient régulièrement l'hémicycle, et n'hésitaient pas à menacer avec des lances, des lames et des armes à feu les élus pour leur rappeler leurs devoirs, ou leur remettre des pétitions.

C'est peut être ça, la vraie « démocratie participative » et le « dialogue citoyen » dont on entend tant parler aujourd'hui : une confrontation brute et sans médiation. Imaginez une horde de Gilets Jaunes qui débarquerait en plein débat parlementaire en criant des slogans éternels, devant des macronistes cravatés en panique. Rafraîchissant non ?

Il est même arrivé que, lors d'une émeute parisienne pour réclamer du pain en 1795, un député nommé Féraud soit décapité dans l'Assemblée, et sa tête présentée à la tribune, sous les yeux du président du Parlement.

Dans cette époque très « républicaine », les gouvernants français ne se permettaient pas les petites fanfaronnades que nous connaissons aujourd'hui.

► Source (avec des liens complémentaires) :

<https://contre-attaque.net/2024/10/15/austerite-pour-le-peuple-augmentations-pour-lelysee-et-le-parlement/>



Gouvernement putschiste macrolepéniste : pervers narcissiques et pouvoir total

Brigitte Macron reçoit la soeur de Javier Milei pour parler de "bataille culturelle"

Le 18 octobre, la soeur du président Argentin Javier Milei a choisi de faire son premier déplacement officiel en France. Elle a été reçue à l'Élysée par Brigitte Macron.

Karina Milei n'est pas seulement la cadette du président d'extrême droite, élu l'an dernier en Argentine et qui impose à son pays un traitement de choc ultra-libéral et répressif. Elle est aussi la secrétaire générale de la présidence. Il y a deux ans, elle était encore « vendeuse de gâteaux sur Instagram » rapporte le quotidien d'opposition argentin Página 12. Aujourd'hui, elle est « l'éminence grise de son président de frère », surnommé « El loco » en Argentine pour son comportement et ses propos violents, son programme destructeur et le fait qu'il ait cloné son chien, déclare vouloir autoriser la vente d'organes ou prétende discuter avec des économistes décédés.

Voilà donc qui est reçu à l'Élysée. Le média argentin « Infobae » explique que la rencontre a duré près de deux heures, et qu'elle a permis « de créer un lien de proximité entre la France et l'Argentine, montrant l'excellent état des relations internationales entre les deux pays et leurs chefs d'État ».

Brigitte Macron et Karina Milei ont ainsi « discuté de l'attrait des investisseurs français en Argentine » mais aussi abordé la question de la « bataille culturelle » que mène le gouvernement d'extrême droite argentin, rapporte le même média qui ajoute que « des parallèles ont été établis, soulignant l'esprit réformiste et le courage politique que les deux présidents partagent ». En effet, les deux violentent les pauvres pour distribuer l'argent aux riches.

Macron sur la même ligne qu'un « fou » libertarien et dictatorial, c'est assez logique. Ce qui l'est moins, c'est cette idée de « bataille culturelle » commune : cela veut dire que l'Élysée trouve inspirante la manière dont Milei impose ses idées en Argentine, avec des propos racistes, misogynes ou climatosceptiques...

« La Première dame de France a souligné le soutien du président Macron à l'Argentine et a exprimé son intérêt pour les réformes de Milei » poursuit l'article, notamment « certains dossiers qu'elle valide, comme la mise au travail des concitoyens au chômage » et la « collaboration avec le secteur privé pour résoudre ce problème ».

Par ses politiques, Javier Milei a plongé une part énorme de la population d'Argentine dans la misère depuis son élection : dévaluation de 50% de la monnaie, destruction de ministères, coupes budgétaires, suspension des travaux publics et réduction des subventions aux transports et à l'énergie... Le taux de pauvreté est passé de 44% à 57%. Les salaires ont baissé de 21% en moyenne. Le crime organisé explose.

Brigitte Macron trouve intéressante la politique ultra-libérale, violente, mysogine, antisociale, raciste, climatosceptique... du président argentin !

Milei a aussi pris des mesures contre la liberté de manifester et les droits des femmes, baissé les retraites. Voilà ce que Brigitte Macron trouve intéressant. Tout ça est assez cohérent avec l'alliance entre Macron et le Rassemblement National pour rester au pouvoir.

Ces derniers jours, les universités d'Argentine se mobilisent contre les coupes budgétaires et le gouvernement a envoyé des policiers lourdement armés dans les établissements pour arrêter les professeurs qui contestent le pouvoir. Un symbole très inquiétant qui rappelle la dictature militaire qui avait eu lieu en Argentine. Il faut dire que Macron a fait de même, en envoyant la police sur les campus lors de mouvements étudiants, ce qui n'était jamais arrivé auparavant. Enfin, pour ne rien arranger, le président argentin est un féroce soutien d'Israël.

Cette visite diplomatique n'est pas le premier signe d'amitié et de lien idéologique entre Milei et Macron. En

décembre dernier, l'argentin avait envoyé un maillot de foot à Emmanuel Macron avec écrit « Vive la liberté putain ! » en espagnol, son slogan fétiche. Plutôt que d'ignorer ce « cadeau » grossier, le français avait choisi de poser avec et d'en publier la photo. En retour, Milei avait tweeté ses remerciements ponctués à nouveau de l'expression grossière « carajo ». Ce soutien de Macron était une aubaine pour le nouveau président argentin, elle lui donnait une crédibilité.

L'amicale du capitalisme barbare fait bloc, vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas, carajo !

► source avec liens complémentaires :

<https://contre-attaque.net/2024/10/23/brigitte-macron-recoit-la-soeur-de-javier-milei-pour-parler-de-bataille-culturelle/>



Gouvernement putschiste macrolepéniste : pervers narcissiques et pouvoir total

DIVERS

- [La « bataille pour Matignon » : comment les médias ont fait oublier l'élection](#) - Dès le lendemain du second tour des élections législatives, les chaînes de télévision et les stations de radios se sont focalisées sur un nouveau feuilleton : la « bataille pour Matignon ». Durant tout l'été, les médias ont rivalisé d'originalité, à coup de noms martelés à l'oreille des (télé)spectateurs/électeurs. Au moins 21 Premiers ministres potentiels et 410 heures d'antennes plus tard, qui se souvient encore des résultats de l'élection ?



Gouvernement putschiste macrolepéniste : pervers narcissiques et pouvoir total

"L'immigration" : obsession des médias des milliardaires, préoccupation secondaire pour le peuple

Pour justifier la profusion des sujets sur l'immigration, l'Islam et l'insécurité dans les médias de masse, l'argument habituel des éditocrates est de dire que « ce sont des sujets qui intéressent les français », et qu'ils ne font que s'adapter à une « demande » du public. Même chose pour les intervenants d'extrême-droite qui monopolisent des plateaux : ils seraient invités pour répondre aux attentes de l'audimat.

C'est évidemment un gros mensonge. Dans le rapport annuel du CESE - le Conseil économique social et environnemental - réalisé avec l'institut de sondage Ipsos pour mesurer les « priorités des français » et paru ce mercredi 23 octobre, **c'est le thème de la santé qui arrive en tête, suivi du pouvoir d'achat puis de la situation économique du pays. Et pas les névroses racistes des médias dominants comme l'immigration.**

Comme le détaille le rapport, un français sur deux estime l'accès aux soins « difficiles », ce qui en fait le « premier sujet de préoccupation ». Logiquement, si les médias s'adaptaient à une prétendue « demande » du public, on devrait avoir des reportages quotidiennement sur les services d'urgence qui ferment, sur les patients renvoyés chez eux, sur l'augmentation de la mortalité infantile, la détresse du personnel soignant... Et les présentateurs devraient questionner avec acharnement tous les politiciens sur ce sujet. Vous l'aurez remarqué, il n'en est rien.

Deuxième sujet prioritaire : le « pouvoir d'achat » pour 34% des Français. Là aussi, si les médias respectaient les attentes de leur public, faudrait enquêter sur les marges de la grande distribution, l'absence d'augmentation des salaires alors que l'inflation explose, la précarité, les privations...

La "situation économique et financière du pays" arrive en troisième place avec 28% des avis exprimés. Il faut dire que le gouvernement a caché des trous béants dans les comptes publics avant les élections, masquant ainsi des dépenses absolument délirantes en faveur des riches et des spéculateurs, alors qu'il avait démol

les services publics au nom d'un « équilibre budgétaire » qui n'a en fait jamais existé. Ce mensonge et ce pillage d'argent public devrait être un scandale d'État et engendrer des poursuites contre l'ancien Ministre de l'économie, encore une fois, il n'en est rien.

La « situation politique du pays » arrive en quatrième position. Les médias pourraient ainsi parler du coup d'État de Macron, des raisons de son alliance avec l'extrême droite, de la crise de régime, du danger de la Cinquième République, plutôt que de cogner quotidiennement sur ce qu'il reste d'opposition de gauche...

Mais non, ils préfèrent le thème exploité jusqu'à la nausée de l'immigration. Pourtant, seuls 18% des Français ont placé ce sujet dans leurs préoccupations principales. Alors que c'est le sujet numéro 1, et de très loin sur certains médias.

Une étude de Sleeping Giants, un collectif qui lutte contre le financement publicitaire de médias propageant des « discours de haine », révélait qu'en 2023 les mots « islam » et « immigration » étaient présents 335 jours sur 365 sur les bandeaux-titres de la chaîne Cnews. Autrement dit, il n'y a quasiment pas une journée sans que cette chaîne ne stigmatise une religion minoritaire, dont les croyant-es subissent déjà des discriminations.

"Pour arriver à ce score, toute la rédaction est chargée de trouver le moindre fait divers permettant de soutenir cet agenda" expliquait Mediapart. Et quand ces bandeaux ne parlent pas des musulman-nes, d'autres termes apparaissent, tels qu'« abaya », « wokisme », « insécurité », « peur », « délinquance » et « trafic de drogue », qui apparaissent, selon cette étude, au moins une fois tous les trois jours dans les bandeaux-titres.

Même sur les autres sujets, les animateurs font systématiquement des liens xénophobes avec l'actualité, par exemple Pascal Praud qui avait fait un lien entre punaises de lit et immigration. C'est ce qui s'appelle du bourrage de crâne, Cnews crée ainsi une « ambiance » médiatique qui infuse ensuite dans le reste des médias. En terme de pluralisme politique, il n'y a eu que 4 invités de gauche sur 79 personnalités interrogées en 6 mois.

Pendant la campagne des législatives, la direction de BFM avait donné comme consigne de mettre à l'antenne davantage « d'éditorialistes de droite et droite + ».

Les chefs de la chaîne avaient même diffusé une liste d'éditorialistes d'extrême droite qu'il faut inviter : un ex-communicant du RN, le "JDD" et des journalistes de « Valeurs actuelles ».

Le média Arrêt sur Image, avait par exemple comptabilisé les interventions de membres de Valeurs Actuelles : « Du lundi 10 au vendredi 14 juin inclus : pas moins de quatre journalistes du magazine d'extrême droite s'y sont succédés, jusqu'à 7 fois par jour, dans 21 passages au total ».

La vision "libérale" qui prétend que les médias "donnent" à leur public les thèmes qu'il attend est donc fausse. C'est une ligne éditoriale imposée délibérément pour intoxiquer les esprits.

Nous ne subissons pas qu'un coup de force institutionnel depuis des années par une caste minoritaire qui redistribue l'argent public aux plus riches, nous vivons aussi et surtout un coup d'État idéologique organisé par une poignée de milliardaires d'extrême droite ayant organisé une OPA sur les médias.

Sans accès aux informations d'intérêt public, celles qui permettent de comprendre la situation, de débattre, de penser politique, c'est la dictature.

► source, avec des liens complémentaires :

<https://contre-attaque.net/2024/10/23/immigration-obsession-des-medias-des-milliardaires-preoccupation-secondaire-pour-le-peuple/>



Gouvernement putschiste macrolepéniste : pervers narcissiques et pouvoir total

MACRON : CHRONIQUE D'UNE CHUTE EN COURS

Nous sommes depuis quelques semaines dans une situation étrange.

Personne n'a oublié la peur que nous avons eu il y a quelques mois avec le danger d'un gouvernement RN. Personne non plus, n'a oublié notre victoire contre le RN et contre Macron aux législatives, malgré toutes les prédictions et tout le soutien qu'ils avaient par les milliardaires, les institutions, les journaux, les instituts de sondage et souvent même malgré le découragement et la croyance large suscitée par tous ces derniers que le pays serait de droite et que le racisme y serait majoritaire.

En même temps, malgré cette victoire et la mobilisation inédite qui y a mené, depuis le coup de force de Macron contre le résultat électoral et contre la démocratie, il est devenu clair que si nous avons amorcé quelque chose, le travail n'est cependant pas fini : aujourd'hui nous en cherchons en quelque sorte la route. La tension politique qui nous a habité de juin à juillet puis septembre et a permis ce succès électoral et politique est toujours là mais nous marquons le pas dans cette nouvelle étape, car les acteurs institutionnels de la première, partis et syndicats, ont fait défaut, et nous devons inventer le chemin afin d'aller jusqu'au bout de notre succès de juillet.

La réponse légitime au coup de force de Macron exigeant sa destitution a suivi la piste initiée par LFI. Cependant, pas grand monde ne croit vraiment à son efficacité - sinon comme protestation-, parce qu'elle n'est conçue que par en haut, c'est-à-dire sans la force populaire de la rue qui lui permettrait d'aboutir. Or, cette démarche aurait pu trouver ce complément nécessaire par en bas et donc sa force, si les directions syndicales s'étaient engagées dans la même voie de la destitution dans la défense dans la rue et la grève du programme social du NFP, principalement l'abrogation de la réforme des retraites et le Smic à 1 600 euros, pour lesquels les électeurs avaient voté mais dont lesquels Macron les avaient volés en refusant le résultat du vote. Après quelques hésitations au vu du succès de la première des mobilisations pour la destitution du 7 septembre, les directions syndicales se sont finalement opposées à ce processus destituitif. Tout au contraire, elles se sont précipitées pour légitimer ce gouvernement d'impôts et le sauver - la CFDT l'a quasiment dit - en renouant avec lui un « dialogue social » déconnecté, en revenant au plus routinier programme de journées d'actions saute-moutons comme si rien ne s'était passé. La journée d'action du 1er octobre a été bornée à de pures revendications économiques. Le résultat a été évidemment un bide car complètement hors des besoins politiques exprimés depuis des mois.

Cela fait qu'on est revenu comme avant à une séparation de l'économique et du politique qui fait la force de l'ordre bourgeois. Du côté politique, LFI maintient à juste titre l'esprit de la destitution mais que par en haut sans donc les moyens suffisants pour que cela sorte des péripéties, manœuvres, coups d'éclats et révolutions de palais

qui n'ont pas de grande conséquence en bas sinon d'en entretenir la possibilité et, de l'autre côté économique, les directions syndicales reprennent les mêmes tactiques de lutte éculées, profession par profession, secteur par secteur, qui ont déjà échoué mille fois.

Cependant, en même temps, le pays tout entier baigne encore dans le politique où tout le monde sait que chaque conflit social d'importance sera automatiquement une remise en cause du gouvernement Barnier/Macron/Le Pen. Nous vivons toujours dans le sillage de la dissolution, de la menace RN et surtout celui de la victoire contre lui, et nous savons aussi que le moment est toujours dangereux avec ce risque RN toujours présent. C'est avec cela à l'esprit que nous avons constaté une fois de plus que les directions syndicales et politiques sont incapables d'organiser réellement la résistance contre le fascisme, qu'il faut le faire nous-mêmes et que nous en sommes capables, car tout autant la réussite de la création du NFP que le succès de sa campagne électorale ont d'abord été des succès de la mobilisation d'en bas et le plus souvent, en tous cas au début, malgré et contre les appareils.

C'est pourquoi, nous sommes dans une curieuse situation politique et mentale.

Bien que ce soit la première fois depuis les années 1940 que l'union des droites soutenue par l'extrême droite gouverne la France, nous sentons bien que ce gouvernement n'est qu'en carton et qu'il n'a jamais été aussi fragile, qu'il ne tient que par l'absence d'opposition sérieuse et déterminée. Nous savons qu'il ne durera pas - la question étant plutôt quand va-t-il tomber et avec lui Macron ? - et qu'il n'aura guère les moyens politiques de mettre en applications sa politique ultra-réactionnaire. Car si elle nous horrifie et nous inquiète, nous savons qu'elle est loin d'être encore passée. Nous avons constaté que nous sommes une force et que c'est cette force qui seule peut stopper ce gouvernement. Bien sûr, cette force n'a pas d'expression visible permanente, n'a pas de porte-parole ni de journaux sinon plus ou moins les réseaux sociaux mais elle gronde souterrainement et peut ressurgir à tout moment. Il n'y a pas de grande lutte aujourd'hui pour la faire entendre puisque d'un côté on essaie de nous limiter au rôle de spectateur de ce qui se passe au Parlement et de l'autre à des luttes économiques séparées inefficaces sans guère de chance de réussite chacune dans son coin. Ce qui fait du moment une sorte de pause entre deux, mais où en même temps nous sommes toujours tendus parce qu'immensément nombreux à vouloir refuser tout de ce gouvernement illégitime et de ceux qui le soutiennent. Ce qui continue à nous faire marquer des points politiques contre le RN. Ce n'est pas la première fois que le RN vote avec les macronistes et les soutient. Mais aujourd'hui, sa collaboration se voit infiniment plus ayant cautionné le coup de force et il le paye politiquement en n'apparaissant plus vraiment dans l'opposition. Nous avons montré que la France n'est pas majoritairement raciste et le RN montre aujourd'hui que sa « solution » raciste sert Barnier, Macron et leur politique d'austérité. Malgré le calme, nous maintenons notre pression invisible.

Ce n'est ainsi pas un sentiment de découragement qui traverse le pays. Nous pouvons ressentir une sensation d'impuissance parce que nous sommes sans organisation et donc apparemment passifs, mais en même temps ça bout dans le pays, on attend quelque chose. Nous sommes pleins de cette puissance potentielle que nous avons mesurée en juin/juillet, qui est toujours là et qu'un évènement fortuit peut déclencher à nouveau en nous organisant tout d'un coup. Quel sera-t-il ? Personne ne le sait. Mais il est dans l'air du temps.

Un 49.3 de trop ? Une Nième provocation de Macron, par exemple la chute du gouvernement derrière une motion de censure suivie du rétablissement inique par Macron du quasi même gouvernement, ou encore plus à droite ? Une révolte contre une vague de licenciements trop massifs autour d'une usine qui résiste parce que des centaines de milliers de personnes vont être concernées et vont souffrir ? Un mouvement contre la vie chère comme en Martinique ? Un féminicide, une révolte comme celle de Gisèle Pélicot ? Une mobilisation d'écologistes ? Un scandale de trop ? Une injustice sociale flagrante ? **C'est le suicide d'un jeune marchand des rues qui a provoqué le soulèvement du peuple tunisien, fait chuter la dictature et derrière lui entraîné les printemps arabes. C'est la hausse du prix du ticket de métro en 2019 à Santiago du Chili qui a fait tomber la dictature au Chili. Quand la situation socialement inflammable est arrosée de combustible politiquement inflammable,**

c'est toute la situation qui devient propice à l'embrasement général, où n'importe quel incident anodin en d'autres temps, peut provoquer la marche vers une grève générale politique, la chute de Macron.... et derrière lui, du système.

Jacques Chastaing, 20 octobre 2024

Le RN vient de voter ce lundi 21/10 contre l'abrogation de la réforme des retraites

Le RN vient de voter ce lundi 21/10 contre l'abrogation de la réforme des retraites en s'alliant une nouvelle fois aux macronistes et à LR en débat sur le budget de la Sécurité sociale où le NFP avait proposé des amendements visant à abroger la réforme des retraites, puisque c'est en passant de manière détournée par le budget de la Sécu que les macronistes avaient fait passer leur destruction des retraites